

Hon. Sir John A. Macdonald—Certainly—so far as our vessels can carry Canadian produce to Canadian ports, but they cannot carry from American ports to another American port. The carrying trade of the United States is carried on in American bottoms, and not in Canadian vessels, and the only profit we can get, will be from tolls, so far as American vessels are concerned. Supposing a ship canal were made around the Falls of Niagara in American territory, American vessels would carry from Chicago to Oswego, Rochester, or Ogdensburgh, but that would be no advantage to Canada. The question, therefore, arises whether, as we cannot get the carrying trade, the profit from the tolls would be sufficient to warrant the enlargement of the canals.

Mr. Mackenzie—I said I believed it would.

Hon. Sir John A. Macdonald acknowledged that he had, but so long as Americans keep up their present "Chinese wall" system, as it had been called, Canadian vessels would not carry a bushel of wheat or a barrel of flour from one American port to another. All these questions had to be considered with the greatest care, after examining all the evidence that can be produced, and it will be a most valuable report. We should be charged with great recklessness, and great disregard for the public interest, if in such a question it was not fully entered into by men fully acquainted with it in all its particulars. He was inclined to believe that the profits to be made from tolls, as well as the accommodation of our own trade with the great west, and that portion of the trade of the United States going to Montreal, would be quite sufficient to warrant the Government of Canada to enter at no distant day upon the enlargement of the canals. There was another consideration which he would only advert to, and that was, that the enlargement of the Welland and St. Lawrence Canals would take away, to a certain extent, one of the levers we have for getting reciprocity. If Americans find we are going to enlarge these canals whether they give us reciprocity or not, they will be more indifferent about reciprocity. He knew there was the remedy of excluding their vessels from the use of the canals.

Mr. Mackenzie—And exclude ourselves from Lake Michigan?

Hon. Sir John A. Macdonald said that step was to be taken only as a last resort, if a retaliatory policy should be justifiable or war-

L'honorable sir John A. Macdonald—Certainement, du moment que nos navires peuvent transporter des produits canadiens dans des ports canadiens, mais ils ne peuvent pas transporter des produits à partir d'un port américain jusqu'à un autre port américain. Le commerce de transport des États-Unis se fait par les navires américains, et non par des navires canadiens, et le seul profit que nous pouvons en tirer provient des droits de passage, du moins en ce qui concerne les navires américains. Supposons que l'on construise un canal près des chutes Niagara, sur le territoire américain, les navires américains feraient la navette de Chicago à Oswego, Rochester ou Ogdensburgh, mais le Canada n'en tirerait aucun avantage. Par conséquent, étant donné que nous ne pouvons accaparer le commerce de transport, on se demande si le profit tiré des droits de passage suffira à justifier l'élargissement des canaux.

M. Mackenzie—J'ai dit que je croyais que oui.

L'honorable sir John A. Macdonald reconnaît qu'il a raison, mais ajoute que tant que les Américains conserveront leur «Muraille de Chine», surnom donné à leur système, les navires canadiens ne transporteront pas un seul boisseau de blé, ou un seul baril de farine, entre deux ports américains. Toutes ces questions devraient être étudiées avec le plus grand soin, après un examen de toute la documentation qui s'y rattache; alors on pourra rédiger un des plus précieux rapport. Ce serait faire preuve d'une grande témérité, et d'une grande insouciance quant à l'intérêt public, si on ne faisait pas analyser une telle question dans tous ses détails par des personnes versées dans ce domaine. Il est porté à croire que les profits tirés des droits de passage, l'adaptation de notre propre commerce au marché de l'Ouest, et la part du commerce américain qui se rend à Montréal, justifient largement notre Gouvernement d'entreprendre, sans trop attendre, l'élargissement des canaux. Il aimerait faire mention d'une autre préoccupation; l'élargissement du canal Welland et des canaux du St-Laurent diminuera, jusqu'à un certain point, nos chances d'obtenir la réciprocité. Si les Américains découvrent que nous allons élargir nos canaux, qu'ils nous accordent ou non la réciprocité, ils se montreront plus indifférents à ce sujet. Il sait que nous pouvons recourir à l'exclusion de leurs navires de nos canaux.

M. Mackenzie—Et à nous exclure par le fait même du lac Michigan?

L'honorable sir John A. Macdonald poursuit en disant qu'on n'en viendra à une telle solution qu'en dernier recours, si des mesures